

Lettre au président de la République
concernant la situation à Gaza - Fabien
Roussel, Cécile Cuckierman et Stéphane
Peu (7 mai 2025)



"Monsieur le Président de la République,

Au mépris des appels qui se multiplient au sein de la communauté internationale et alors que la grande majorité du peuple israélien s'oppose, dans les sondages comme dans les

rues du pays, à la relance de la guerre, Benjamin Netanyahu a décidé de se lancer dans une nouvelle escalade contre Gaza.

Il a rompu unilatéralement le cessez-le-feu et mobilise massivement les réservistes de l'armée israélienne, dans le but manifeste de déplacer des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants qu'il veut condamner à une existence inhumaine en les confinant dans une proportion de plus en plus réduite de ce territoire palestinien.

Chaque jour un peu plus, le peuple palestinien vit donc une tragédie.

Après avoir subi les dévastations d'incessants bombardements ayant causé des dizaines de milliers de victimes, il ne dispose plus de nourriture ni d'assistance médicale ou sanitaire, du fait du blocus mis en œuvre par le gouvernement israélien. Le mois dernier, l'Unicef dénonçait même le fait que plus d'un million d'enfants soient désormais privés d'aide vitale.

C'est à un crime innommable que l'humanité tout entière assiste aujourd'hui.

La France, qui a appelé au cessez-le-feu et qui a, par votre voix, évoqué la possibilité de reconnaître l'État de Palestine, ne saurait laisser se poursuivre ces atrocités sans prendre des initiatives à la hauteur de son histoire dans cette région.

Il lui appartient, plus que jamais, de porter une voix d'humanité et de paix devant la communauté des nations.

C'est dans cet esprit que nous vous demandons :

- d'expédier dans les meilleurs délais une aide humanitaire massive aux populations civiles de Gaza, en contraignant ainsi le Premier ministre israélien à lever un blocus meurtrier ;
- de vous adresser à nos partenaires de l'Union européenne, afin que des sanctions soient immédiatement prises contre le gouvernement israélien, tant que le droit international se trouvera bafoué par lui ;
- de contribuer à arrêter l'horreur en cours en reconnaissant immédiatement l'État de Palestine, afin que se rouvre le chemin d'une solution de paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens.

Nous vous demandons de nous accorder audience, afin que nous puissions vous présenter de vive voix ces demandes.

En l'attente, nous vous prions de croire, Monsieur le Président de la République, en l'assurance de notre haute considération. "

Fabien ROUSSEL, secrétaire national du Parti communiste français

Cécile CUKIERMAN, présidente du groupe Communiste, Républicain, Citoyen, et Kanaky au Sénat

Stéphane PEU, président du groupe de la Gauche Démocrate et Républicaine à l'Assemblée nationale

